



Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-29-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

## Département de Seine-Saint-Denis

### Conseil Municipal

#### Extrait du registre des délibérations Séance du 28 mai 2026

**Nombre de Conseillers : 33**

**L'an deux mille vingt-six, le 28 mai, à 19h30**

**Conseillers en exercice : 33**

Présents : 30

Pouvoirs : 3

Votants : 33

Le Conseil municipal de la ville du Raincy, dument convoqué par monsieur le Maire s'est réuni en séance publique ordinaire dans la salle du Conseil, en Mairie, conformément à l'article L 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

**Date de convocation : 21 mai 2026**

**Date d'affichage : 21 mai 2026**

La séance est ouverte, sous la Présidence de **monsieur Nicolas Rondepierre, Maire**, conformément à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales. Il procède à l'appel nominal des membres des Conseillers municipaux et constate que le quorum est atteint.

#### **Étaient présents :**

Nicolas Rondepierre, Nicolas Cuadrado, Patricia Bizouerne, David Pereira, Lydia Tcharlaian, Michel Nugues, Nathalie Ribemont, Régis Lefèvre, Patricia Djossouvi, Didier Belot, Claire Gizard, Jean Calgagni, Pascal Guengant, Gerard Lepont, Corinne Lorenzi, Isabelle Nizard, Xavier Juin, Paula Lapczuk, Isabelle Zerad, Yael Azoulay, Julien Bette, Eulalie Haouam, Josué Kwetukala, Raphaël Uzan, Amélia Morise-Zambrano, Sonia Beaufremez, Jean-Michel Genestier, Pierre Marie Salle, Annie Sonrier, Montasser Charni.

#### **Pouvoirs sont donnés :**

Monique Marginier à Nathalie Ribemont,  
Corinne Raoult à Sonia Beaufremez,  
Thomas Vautrin à Annie Sonrier.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal, réuni à la majorité de ses membres, a désigné **Mme Amélia Morise-Zambrano**, secrétaire de séance.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-29-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

**DELIBÉRATION N°29-2026**

**OBJET : SUBVENTION 2026 VERSEE PAR LA VILLE DU RAINCY AU CCAS**

**Le Conseil municipal,**

**Entendu** l'exposé de M. Nicolas Cuadrado, relatif au versement de la subvention du CCAS par la Ville du Raincy,

**Vu** la loi n° 78-2 du 4 janvier 1978 modifiée relative à l'action sociale et médico-sociale,

**Vu** le Budget Primitif de la commune pour l'exercice 2026 voté lors du conseil municipal du 27 avril 2026 et notamment l'inscription d'une subvention de 599 800 euros.

**Vu** la délibération 22-2026 du 28 avril 2026 portant sur l'avenant de prolongation à la convention-cadre entre la Ville du Raincy et le CCAS

**Considérant** la situation de tension de trésorerie du CCAS résultant de l'absence de versement de la subvention communale au cours de l'année 2025 ;

**Considérant** la nécessité d'assurer la continuité du service public social, notamment la prise en charge des personnes âgées et le maintien du service de portage de repas à domicile ;

**Considérant** le vote du Budget Primitif du CCAS par son Conseil d'Administration le 21 mai 2026 et la régularisation du versement de la subvention dans les meilleurs délais ;

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à la majorité des suffrages exprimés, décide :**

- **Pour : 32**
- **Contre :**
- **Abstention : 1** (Pierre Marie Salle)

**Article 1 : D'autoriser** le versement de la subvention communale 2026 au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de 599 800 euros (cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille huit cent euros).

**Article 2 : D'imputer** cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au Budget Primitif 2026 de la commune, au chapitre et à l'article correspondant à la subvention versée au CCAS.

**Article 3 : D'autoriser** Monsieur le Maire, chargé de l'exécution de la présente délibération, d'en assurer la transmission au représentant de l'État et d'effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Ampliation de la présente délibération adressée à Monsieur le Préfet et au Comptable public.

**Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,**

**Ont signé au registre des délibérations les membres présents.**

Pour extrait conforme,  
Le Raincy, le 28 mai 2026

Le maire de la ville du Raincy  
**Nicolas Rondepierre**



La secrétaire de séance  
**Amélia Morise-Zambrano**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours au Conseil d'Etat auprès de Monsieur le Maire de la commune du Raincy dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R-421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télerecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-29-2026-DE  
Date de réception : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026